PARCOURSUP : une réponse anxiogène pour la jeunesse

Retour sur un fiasco d'avant l'été

Le gouvernement présente sa réforme comme une réponse au scandale organisé du tirage au sort dans certaine filière dites en « tension » ainsi qu'à l'échec des étudiant.e.s durant leur première année dans le supérieur. Le choix du gouvernement est d'instaurer une sélection, c'est-à-dire adapter le nombre d'étudiant.e.s aux places disponibles, les fameuses « capacités d'accueil » ! Pour la CGT, c'est l'inverse qui doit être fait, faire l'inverse en ouvrant le nombre de places nécessaires à l'accueil de toutes et tous les jeunes. Empêcher la jeunesse de se former c'est scier à court terme la dynamique de notre société.

Cette pénurie résulte des choix politiques des 10 dernières années, le nombre d'étutiant.e.s à, augmenté de 20% alors que le budget de l'enseignement supérieur n'a augmenté que de 10%. Le tirage au sort résulte du manque d'investissement de l'État, notamment par le manque de postes d'enseignants et de l'ensemble des personnels et de l'autonomisation de des universités.

Si nous laissons faire ce gouvernement, les universités pourront trier les élèves à l'entrée en licence avec la mise en œuvre de critères locaux selon les filières de bac et l'origine de l'établissement. C'est une rupture totale et inadmissible de l'égalité d'accès !!

Par ailleurs, dans de nombreuses filières non sélectives, la plate- forme Parcoursup, et ses 10 vœux non hiérarchisés, génèrent une tension en multipliant le nombre de vœux à étudier. Les personnels en sous-effectifs, ne peuvent lire chaque dossier !

La CGT défend la liberté pour la jeunesse de choisir son avenir, de chercher, se questionner, tâtonner pour acquérir un esprit critique et d'analyse, devenir citoyen avant de trouver sa voie. Enfin, changer de filière ou se réorienter peut aussi être une des voies d'un parcours d'études réussi.

Le gouvernement ne peut renvoyer vers les universités et leurs personnels, ou vers les jeunes, les difficultés actuelles. Pour la CGT, elles résultent d'une politique de dérégulation, d'austérité et d'abandon des missions de l'État.

Le service public de l'enseignement supérieur et ses personnels sous statut doivent rester les garants de l'accès de toutes et tous les jeunes à un niveau de qualification.